

# Commission des interventions

## Séance du 18 mai 2022

Décision CDI n° 2022-12

### Abondement de l'appel à projets ReCorEA

La Commission des interventions de l'Office français de la biodiversité,

- ▶ **Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.131-8 à L.131-16, relatifs à l'Office français de la biodiversité ;
- ▶ **Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles R.131-28 à R.131-28-10, relatifs au Conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité ;
- ▶ **Vu** le code de l'environnement, et notamment son article R.131-30, relatif aux compétences du directeur général de l'Office français de la biodiversité ;
- ▶ **Vu** le décret en date du 30 décembre 2019 nommant Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l'établissement ;
- ▶ **Vu** la délibération n° 2020-02 du conseil d'administration de l'OFB du 3 mars 2020 portant constitution de la commission spécialisée « Commission des interventions » ;
- ▶ **Vu** les délibérations n° 2020-39 du 26 novembre 2020 et n° 2021-29 du 30 novembre 2021 du conseil d'administration de l'OFB prorogeant le programme d'intervention adopté par la délibération n° 2019-09 du 5 mars 2019 du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité ;
- ▶ **Vu** le contrat d'objectifs et de performance 2021-2025 entre l'État et l'Office français de la biodiversité ;
- ▶ **Vu** la délibération n° 2022-09 de la commission des interventions de l'OFB du 8 mars 2022 portant lancement de l'appel à projet ReCorEA ;
- ▶ **Vu** le rapport du directeur général de l'Office ;

et après avoir valablement délibéré,

**D É C I D E**

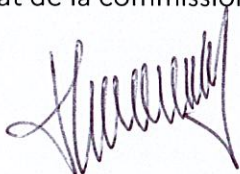
## ARTICLE 1

La Commission des interventions approuve l'abondement de **220 000 €** de l'appel à projets Résilience des récifs coralliens et des écosystèmes associés (ReCorEA) en 2022, approuvé par la délibération n° 2022-09 du 8 mars 2022 susvisée.

## ARTICLE 2

Le montant maximum consacré par l'OFB au financement des projets retenus à l'issue de l'appel à projets est désormais fixé à **1 720 000 €**.

Le directeur général délégué aux ressources, chargé  
du secrétariat de la commission des interventions,



Denis CHARISSOUX

La présidente  
de la commission des interventions,

Sandrine ROCARD